

Accord national

EXPLOITATIONS ET ENTREPRISE AGRICOLES

OBSERVATOIRE DES MÉTIERS ET QUALIFICATIONS

Accord du 1^{er} octobre 2019

relatif à la création de l'observatoire des métiers et qualifications

NOR : AGRS2097020M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA ;
Fédération nationale des entrepreneurs des territoires FNEDT ;
Union nationale des entreprises du paysage UNEP ;
Fédération des forestiers privés de France FFPF ;
Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FNCUMA ;
Union syndicale des rouisseurs tailleurs de lin de France USRTL ;
Chambre nationale de l'artisanat des travaux publics CNATP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;
Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;
Fédération CFTC de l'agriculture ;
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, l'article L. 2232-10 du code du travail, introduit par l'article 44 de la loi du 4 mai 2004, complétée par la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social modifiant l'article L. 934-2.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du champ des entreprises et de la production agricole tel que visé à l'article 1^{er} du présent accord

s'entendent pour convenir qu'il est nécessaire de répondre aux enjeux de transformation de l'emploi du secteur.

À ce titre, pour faire face aux impacts des grandes transformations techniques, technologiques, environnementales ou économiques des secteurs concernés par le champ de l'accord, les partenaires sociaux des branches agricoles décident de construire un observatoire paritaire visant l'accompagnement d'une politique volontariste du développement des qualifications, de l'évolution des postes de travail et des transitions professionnelles.

Les organisations signataires s'accordent sur la nécessité de construire un lexique commun afin de définir de manière consensuelle les termes spécifiques de métier et de qualification.

Ils s'appuieront sur les outils paritaires et notamment OCAPIAT, OPCO de leurs champs afin de réaliser l'ensemble des missions confiées à l'observatoire tel que définis comme suit.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français, (métropole et départements d'outre-mer), aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural, 1° (à l'exception des centres équestres et des parcs zoologiques), 2°, 3° pour les activités telles que précisé au 1° pour les entreprises de travaux forestiers ou pour les entreprises de prestations de service en forêt, et au 2° et 3° de l'article L. 722-3 (y compris l'Office national des forêts), et 4° (à l'exception des établissements de conchyliculture), ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2 | Périmètre de l'observatoire

Dans le cadre de la définition du périmètre du futur observatoire, il est nécessaire d'apporter une vigilance quant aux futures missions. En effet, les organisations patronales et syndicales signataires de cet accord tiennent à rappeler que le futur observatoire paritaire portera notamment, sur le champ des métiers et des qualifications, les thématiques emplois étant de la prérogative de l'accord collectif national de travail du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée et sur l'organisation de la gestion prévisionnelle de l'emploi en agriculture.

Article 3 | Mise en œuvre

Les partenaires sociaux confient à leur OPCO OCAPIAT l'hébergement et la réalisation des missions de l'observatoire en lien avec la CPNE de l'agriculture sous réserve de la validation du conseil d'administration de celui-ci, conformément aux missions confiées aux OPCO par l'article L. 6332-1-1 du code du travail.

Article 4 | Suivi de l'accord

Il est confié à la CPNE de l'agriculture la mission d'assurer le suivi du présent accord et d'alerter la commission paritaire des problèmes éventuels et difficultés rencontrés lors de la mise en œuvre, de l'application et du suivi de l'accord.

La CPNE pourra, en tant que de besoin, créer un groupe de travail paritaire ad hoc, appelé Comité de pilotage, visant le suivi de l'accord et le suivi de la réalisation des études et recherches qui seront engagées.

Ce comité de pilotage est constitué de 10 membres de la CPNE, 5 représentants des organisations patronales signataires du présent accord et 5 représentants des organisations syndicales de salariés signataires du présent accord, soit 1 membre par organisation, ainsi que du Secrétariat de la CPNE.

Dans le cadre des orientations définies par la CPNE le comité de pilotage « Observatoire » propose des études et des thèmes de recherches relatives aux missions de l'observatoire dont les axes sont définis par la CPNE.

La CPNE aura également en charge la validation des cahiers des charges pour, notamment, la réalisation des travaux d'étude et recherches menés par l'observatoire.

Article 5 | Missions de l'observatoire

La mission centrale de l'observatoire est d'assurer une veille sur l'évolution qualitative et quantitative des métiers des branches professionnelles. L'observatoire permet ainsi d'acquérir et de développer une meilleure connaissance des métiers et des qualifications des branches, et ce afin d'être en mesure d'anticiper leur transformation et de permettre aux entreprises des branches de construire leur politique de formation.

L'observatoire aura, notamment, en charge de :

- collecter des données existantes auprès des opérateurs suivants : MSA, Agreste, ACOSS, OCAPIAT, DGER et autres statistiques officielles dans le but de les analyser afin de répondre au mieux aux problématiques formations des branches concernées ;
- produire des données sur l'insertion professionnelle et la formation initiale et en alternance ;
- cartographier l'offre de certification et de l'offre de formation. En s'appuyant notamment sur les sources suivantes : ministère de l'agriculture, DRAAF et ministère de l'éducation nationale ;
- capitaliser les données sur les métiers et construire des fiches métiers en s'appuyant sur les travaux de l'ANEFA, de l'APECITA des études menées par le FAFSEA et des fiches ONISEP. La capitalisation doit permettre la création d'un répertoire des métiers ;
- réaliser toutes autres études, recherches ou analyses visant les métiers, en lien avec la CPNE de l'agriculture ;
- suivre des études sectorielles validées en CPNE ;
- communiquer et de diffuser des informations liées à la réalisation de l'ensemble de ses missions.

Et ce, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent accord.

L'observatoire rend compte de ses travaux à la commission paritaire nationale de l'emploi de l'agriculture qui se charge de les communiquer au sein des commissions paritaires régionales de l'emploi (CPRE).

Sur décision de CPNE et sous réserve de validation du conseil d'administration d'OCAPIAT l'observatoire assure la communication de ses travaux auprès d'un public plus large.

Article 6 | Financement

Les coûts des travaux et les frais de fonctionnement de l'observatoire sont pris en charge dans le cadre des frais relatifs aux missions de l'OPCO OCAPIAT, dans la limite d'un plafond fixé par arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle, et dans les conditions fixées par l'article R. 6332-17-I du code du travail.

Article 7 | Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature.

Article 8 | Dénonciation, révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et à défaut de la conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai d'un an à compter de la fin du préavis.

Article 9 | Durée

Indéterminée.

Article 10 | Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 2019.

(Suivent les signatures.)